

COMITÉ DE VIGILANCE POUR LE MAINTIEN DES SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ de LURE et de LUXEUIL

Association régie par loi du 1^{er} Juillet 1901 - SIRET 503 578 213

Siège social : Hôtel de Ville – 02 rue de la Font - 70200 LURE

Local : 1 rue Jean Moulin - 70200 LURE

Secrétariat ouvert du lundi au vendredi de 13h30 à 17h

Tel. 09.67.04.55.15

(Cotisation annuelle minimale : 10 €)



Président : Michel ANTONY - 3 rue Labarbe - 70200 MAGNY VERNOIS – (France)

☎ et 📠 03.84.62.91.65 - 06.63.82.28.24 - Michel.Antony@wanadoo.fr

Les services publics sont certes imparfaits, et parfois d'un accueil insuffisant. Ils sont aussi encore trop éloignés des personnes concernées, notamment les usager(e)s, qui n'ont d'ailleurs pas assez de pouvoir de contrôle et de gestion dans leur fonctionnement. Mais ces services publics, égaux, solidaires et insérés dans les territoires, restent - et surtout en période de crise - un des éléments essentiels de notre pacte social et républicain.

Or depuis une bonne vingtaine d'années, ils sont constamment détériorés notamment pour 3 grandes raisons:

- l'ouverture systématique au privé qui n'a évidemment pas les aspirations humanistes nécessaires,
- la multiplication des restructurations-regroupements qui entraînent réductions et suppressions de services, parfois même totalement,
- les restrictions de personnel, qui rendent encore plus difficiles leur fonctionnement et attractivité...

Partout l'inégalité se développe entre personnes et territoires, partout le manque de services force les gens à se déplacer avec les coûts supplémentaires, les risques, le gaspillage énergétique et en temps que cela occasionne. Pire les personnes les plus démunies ou enclavées sont laissées de côté. Les gens se sentent de plus en plus citoyens de second zone, et délaissent d'autant plus la vie politique et citoyenne traditionnelle.

L'exemple de la région luronne (Lure-Luxeuil et tout le bassin sous-vosgien comtois) est tristement emblématique de ce qui se passe partout : depuis la fin du XX^e : suppressions de la caserne et du commissariat de Lure, réductions hospitalières (maternité - la Haute Saône est un des rares départements français à n'avoir plus qu'une seule maternité et un seul centre IVG - , chirurgie, soins de suite, urgences de nuit, cardiologie, ORL...), suppressions dans le domaine éducatif (postes, classes, options, CIO-Centre d'Information et d'Orientation luxovien), réductions à la poste (en Haute Saône on est passé d'une centaine de bureaux de plein exercice à une dizaine), réductions judiciaires (TI de Luxeuil, TGI de Lure...), fermeture de la seule Sous-Préfecture du 70 au public, limitations d'accès dans les centres gérant les aspects énergétiques, dans les organismes sociaux (CPAM...), limitations de la ligne Paris-Bâle, etc.

Depuis 1981-1982 un puissant Comité de sauvegarde agit sur le secteur ; il avait alors réussi à sauvegarder pour 15 ans la maternité luronne. Depuis 2003 il s'est reconstitué sous le nom de Comité de Vigilance pour le Maintien des Services Publics de Proximité de la région de Lure-Luxeuil et a entrepris et soutenu des actions spectaculaires : référendum sanitaire (35000 votants en 2004 sur 103 communes), opérations escargot, blocages de voies diverses, occupation des urgences de nuit, canular festif de l'Hôpital du futur, chaîne humaine...

Cette vigilance citoyenne se fait unitairement avec d'autres acteurs du secteur, associations, partis, syndicats et municipalités..., ce qui explique son rayonnement et ses quelques succès ou l'importance du groupe de pression qu'elle constitue. Nous pensons en effet que seule une résistance unitaire et pluraliste, mêlant usagers, personnels et élus, peut encore bloquer ce rouleau compresseur destructeur et amener des revirements politiques. Dans notre secteur, nous avons contribué à maintenir quelques secteurs hospitaliers, à faire rouvrir le SMUR luxovien, à conserver quelques services militaires, éducatifs, judiciaires et ferroviaires, et à garder en 2011 la Maison d'arrêt... Mais au printemps 2011 les urgences semblent à nouveau menacées !!!

Sur Lure-Luxeuil nous avons depuis 2004 dans le domaine sanitaire (avec Saint Affrique dont le maire est venu à plusieurs reprises dans la ville du Sapeur), contribué à fonder la Coordination Nationale des Comités de Défenses des Hôpitaux et Maternités de Proximité. Nous en assurons la présidence nationale depuis 2006 et avons établi, avec l'aide de la municipalité et des élus nationaux du secteur, son siège social au 1 rue Jean Moulin à LURE. Grâce à l'aide du Conseil régional comtois, nous disposons d'une secrétaire à mi-temps (emploi-tremplin), ce qui fait du bien à une association qui repose sur le seul bénévolat totalement désintéressé de tous ses membres. Cette Coordination regroupe une centaine de comités (dans le monde rural comme dans le monde urbain), et est en lien avec près de 300 localités concernées par les mêmes problèmes que les francs-comtois (Saint Claude, Champagnole, Gray, Belfort-Montbéliard, Novillars, Saint Rémy, le CHU bisontin... sont également menacés et concernés).

Nous avons pris position pour la fin du libéralisme absolu dans l'installation médicale (2006), car aujourd'hui nos régions souffrent de la désertification médicale, et le problème est devenu un problème global de société. Nous avons en 2009 et 2010 dénoncé tous les dépassements d'honoraires, même ceux encadrés par la loi, car en période grave, la santé doit rester un droit universel hors de toute considération financière. Nous avons dénoncé le regroupement inhumain des personnes âgées dans des centres de plus en plus démunis, et affirmé que la prise en charge de la perte d'autonomie, pour toutes et tous, et quel que soit l'âge, concerne tous les établissements publics, quelles que soient leur taille et leur localisation.

La Coordination a su, depuis Lure, fin 2010 et début 2011, faire converger 107 organisations nationales (partis, syndicats, associations...) - du jamais vu en ce domaine - pour monter le mouvement du 2 avril «*Notre santé en danger*». Nous étions devant le siège de l'ARS-Agence Régionale de Santé à Besançon ce jour là. La Coordination est également un des pivots de divers organismes nationaux : la Convergence (Comités de défense et de promotion des services publics), les EGSP (États Généraux du Service Public), le Collectif National contre les Franchises et pour l'Accès aux Soins Partout et Pour Tous et pour une Sécurité Sociale Solidaire, le PIDESC-Programme International pour le Droits Économiques, Sociaux et Culturels.

Vous trouverez sur le site <http://www.coordination-nationale.org/index.htm> toutes autres indications et informations. Vous pouvez nous contacter au 09.67.04.55.15 et par courriel à postmaster@coordination-nationale.org.

Bien amicalement, Le 01/07/2011.

Michel ANTONY actuel président du Comité et de la Coordination

Michel.ANTONY@wanadoo.fr